

TAÏWAN – CHINE quelle solution ?

Quelques données de base

	Chine	Taïwan
Population *	1,41 milliards d'habitants	23,4 millions d'habitants
Surface	9 600 013 km ²	35 980 km ²
PIB annuel* **	14 758 milliards €	667 milliards €
PIB par habitant* ***	10 450 €	28 553 €
Taux de chômage *	6,1 %	3,7 %
Budget militaire ****	226 milliards €	10,8 milliards €
% du PIB pour le budget militaire ****	1,53 %	1,45 %

* 2021 ** France 2021 2 500 870 M€ *** France 2021 36 520 € **** 2022

Un peu d'histoire

Après deux décennies de guerre civile (de 1927 à 1949 avec une pause pendant la guerre sino-japonaise), en 1949, Tchang Kai-chek et le parti Kuomintang se sont réfugiés à Taïwan pour y établir la République de Chine (RDC), tandis que le Parti communiste chinois (PCC) prenait le contrôle du continent chinois et établissait la République populaire de Chine (RPC/Chine).

Cette fuite des troupes et partisans nationalistes a eu lieu à la suite d'un accord tripartite entre les nationalistes, le PCC et les États-Unis. Lors de leur arrivée à Taïwan, les nationalistes ont emmené les réserves d'or de la Chine, les liquidités de la banque centrale, les œuvres d'art, les mobiliers historiques laissant la Chine continentale exsangue financièrement, et facilitant leur installation à Taïwan, ex-Formose.

Depuis lors, la guerre civile chinoise n'a jamais officiellement pris fin, et l'un des principaux objectifs politiques du PCC a été d'unifier Taïwan avec le continent. La RDC, considérée par Pékin comme une province chinoise dissidente, s'est, de son côté, métamorphosée depuis 1949. D'une dictature nationaliste, le pays a évolué, à partir de la fin des années 1980, vers un régime démocratique libéral qui a tenu sa première élection présidentielle en 1996.

Le statu quo

Depuis 1978, les États-Unis ne reconnaissent plus la RDC, mais la RPC comme le seul gouvernement légal de la Chine. En 1979, la loi sur les relations avec Taïwan (TRA) a été signée. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une alliance militaire officielle, le TRA précise les engagements des États-Unis à fournir des

armes à Taïwan. Parallèlement, les États-Unis ne prennent pas officiellement position sur la manière dont la question taïwanaise devrait être résolue, tant que cela se fait de manière pacifique.

L'ambiguïté des États-Unis concernant leur soutien à Taïwan en cas de guerre vise à dissuader la Chine d'attaquer Taïwan, tout comme elle ne veut pas reconnaître juridiquement l'indépendance de Taïwan.

Au début des années 1990, un accord dit « Consensus de 1992 » a été signé entre le parti Kuomintang (KMT) de Taïwan et la RPC, reconnaissant l'existence d'une seule Chine. Malgré le désaccord sur la signification du terme « Chine » – RPC ou RDC ? – le consensus ambigu de 1992 a maintenu le statu quo entre les deux rives du détroit.

Depuis la signature de ce consensus, de nombreuses relations se sont créées entre Taïwan et la RPC. De nombreux entrepreneurs taïwanais faisaient fabriquer leurs produits technologiques en RPC ou le salaire était nettement plus bas qu'à Taïwan, les familles des deux côtés du détroit obtenaient des autorisations de visites qui avaient été interdites de 1949 à 1992. Le KMT, de plus en plus favorable à la réunification gagnait régulièrement les élections. La différence de niveaux de vie entre la RDC et la RPC, ainsi que l'attachement d'une partie croissante de la population, et en particulier dans la jeunesse, à une identité taïwanaise et aux libertés démocratiques, ont été des obstacles importants à l'aboutissement du processus.

Pourquoi la crise actuelle ?

Lorsque Xi Jinping est arrivé au pouvoir en 2012, il a développé le concept du « rêve chinois », qui est associé au renouveau de la nation chinoise. Il implique, entre autres, la réunification avec Taïwan. La politique de Jinping implique notamment la réactivation de l'imaginaire impérial chinois et le renforcement des logiques impérialistes dans la région.

En 2016, avec l'arrivée au pouvoir de l'indépendantiste Tsai Ing-Wen, du Parti démocratique progressiste (PDP), et sa réélection en 2020, les relations inter-détroit se sont détériorées. Tsai Ing-Wen a refusé de maintenir l'interprétation du Consensus de 1992 par Pékin dans son discours de réélection en 2020. Pékin assimile le Consensus de 1992 à l'arrangement « un pays, deux systèmes » en vertu duquel Macao et Hong Kong sont administrés. Les restrictions fortes aux libertés, le contrôle social généralisé et la situation de Hong-Kong, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi renforce les positions des opposants à la réunification.

Diplomatie et équilibres régionaux

La volonté de plus en plus affirmée de la Chine et de son président de réunifier tout le territoire chinois met à mal les équilibres existant depuis 1949. Outre Taïwan, la Chine est en conflit avec l'Inde, le Vietnam, la Thaïlande, les Philippines, le Japon. Dans tous ses pays et plus largement la zone Indo-pacifique cette montée des périls renforce les courants militaristes, favorisent des dirigeants d'extrême-droite comme Narendra Modi en Inde, Bongbong Marcos aux Philippines ou le PLD au Japon.

La visite de Mme Pélosi, jetant de l'huile sur le feu, comme celles juste après d'une délégation du congrès des États-Unis, sert principalement à Biden pour se montrer en homme fort avant les

élections de mi-mandat aux États-Unis. Au risque de précipiter une crise dont personne n'aurait le moyen de sortir.

Quoiqu'il en soit, un conflit ouvert dans la région, impliquant la deuxième puissance militaire mondiale, serait terriblement dangereux et entraînerait des dizaines de millions de personnes dans les horreurs de la guerre. Dans un monde sous-tension, la situation pourrait dégénérer rapidement vers un conflit mondial.

Conséquences économiques

Les conséquences d'un conflit, dramatiques en soi, auraient par ailleurs des répercussions énormes pour le reste de la planète, le détroit est la principale autoroute commerciale de la planète et l'île un maillon clé de la production industrielle mondialisée.

Taïwan est le principal fournisseur de puces électroniques au monde. 92 % de ses puces sont produites par TSMC dont actuellement tous les sites de productions sont à Taïwan et équipent les véhicules en tout genre (avions, voitures, satellites ...) les appareillages médicaux (IRM, lasers, respirateurs ...), les téléphones mobiles, les ordinateurs.

Les 8 % de puces que ne fabrique pas TSMC se répartissent entre les États-Unis, l'Europe et la Corée du Sud. Ce sont des puces bien moins perfectionnées que la technologie de TSMC. Une guerre à Taïwan entraînerait un chômage massif dans tous les domaines utilisant de l'électronique et de l'informatique.

TSMC construit actuellement 6 usines en Arizona, la première devrait entrer en service en 2022, mais il faudra une bonne dizaine d'années pour que la production de TSMC y égale la production à Taïwan en termes de qualité comme de quantité.

Tous les industriels américains, européens, coréens et même de la RPC, avouent qu'ils sont dans l'incapacité de se substituer en l'état à la production de TSMC.

Montreuil, le 17/08/2022